

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue
Semaine du 06 au 12 octobre 2023

L'inflation a ralenti pour le huitième mois consécutif et s'est établie à 4,45 % g.a en septembre, selon les données de l'Institut national de statistique et de géographie (Inegi).

LE CHIFFRE A RETENIR

4,45%

Taux d'inflation au mois de
septembre

Le taux d'inflation est légèrement inférieur aux 4,46 % g.a. attendus par le consensus du marché pour le mois de septembre. Par ailleurs, il s'agit du niveau d'inflation le plus bas enregistré depuis février 2021. Bien qu'il s'en approche, le taux d'inflation reste en dehors de la cible de la Banque centrale, Banxico, (3 % +/- 1 pp) pour le 31^{ème} mois consécutif. Sur une base mensuelle, l'Indice national des prix à la consommation (INPC) a augmenté de 0,44 %, soit sa plus faible hausse en trois mois et légèrement en dessous des 0,45 % prévus par les analystes consultés par Citibanamex.

L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils de l'énergie et des denrées alimentaires, a également ralenti pour le huitième mois consécutif pour s'établir à 5,76 % g.a en septembre contre 6,08 % g.a en août.

Cependant, tandis que l'inflation des biens a ralenti pour le dixième mois consécutif pour atteindre 6,20 % g.a en septembre, les prix des services ont augmenté à 5,23 % g.a, contre 5,15 % précédemment, principalement en raison des frais de scolarité.

Certaines institutions ont révisé à la hausse leurs prévisions d'inflation pour la fin de l'année, en raison de facteurs qui pourraient exercer des pressions dans les mois à venir, tels que (i) la hausse des prix du pétrole, (ii) la dynamique de la consommation, (iii) la solidité du marché du travail et (iv) la persistance de l'inflation dans les services.

Mexique

Conjonctures macroéconomiques

Selon l'enquête bimensuelle de Citibanamex, les analystes prévoient une plus grande faiblesse du peso (MXN) par rapport au dollar (USD) à la fin de l'année, en raison des épisodes de volatilité qu'a connu le peso depuis le début du T4. La prévision consensuelle pour le taux de change USD/MXN a été revue à la hausse pour la première fois depuis plus de 7 mois, passant à 17,80 pour la clôture de 2023, contre 17,60 précédemment. Pour la clôture de 2024, le taux de change est maintenant projeté à 18,86, contre 18,70 lors de l'enquête précédente. Le sondage montre également des changements dans les attentes concernant le niveau du taux d'intérêt de Banxico: le consensus prévoit désormais que la première baisse du taux n'aura lieu qu'en mars 2024 et non en février, et qu'elle serait de 25 p.b. En ce sens, le taux d'intérêt clôturerait l'année 2024 à 9 %, contre 8,50 % prévu précédemment. En ce qui concerne l'inflation générale, celle-ci devrait atteindre 4,70 % g.a à la fin de l'année 2023 et l'inflation sous-jacente, 5,09 %. Pour 2024, tant l'inflation générale que l'inflation sous-jacente se situeraient autour de 4 % g.a, sans changement par rapport à l'exercice précédent. Enfin, le PIB de cette année reste attendu à 3,2 %. Pour 2024, la croissance du PIB prévue passe de 1,9 à 2,0 %.

Le coût du panier alimentaire de base a augmenté de 6 % g.a en septembre 2023. Bien que le coût de la vie soit plus élevé dans les grandes villes par rapport aux zones rurales en termes absolus, les deux types de localités ont connu une augmentation de 6 %

du coût du panier alimentaire, selon les données du Coneval (Conseil national d'évaluation de la politique de développement social). En effet, en septembre 2023, le coût du panier de base alimentaire en zones urbaines a augmenté de 6,1 % g.a. Dans les régions rurales, en revanche, le coût moyen de l'alimentation de base a enregistré une hausse de 5,9 % g.a.

Le gouvernement mexicain a émis un décret visant à encourager les investissements en nearshoring, établissant des incitations fiscales pour les entreprises qui souhaitent se relocaliser au Mexique. Le texte du Journal officiel précise que parmi les secteurs clés de l'industrie exportatrice susceptibles de bénéficier d'incitations fiscales figurent les industries (i) des semi-conducteurs, (ii) de l'automobile (en particulier dans l'électromobilité), (iii) de l'électricité et de l'électronique, (iv) des dispositifs médicaux et pharmaceutiques, (v) de l'agro-industrie, ainsi que (vi) de l'alimentation humaine et animale. Ce décret, qui entre en vigueur le 12 octobre, découle d'un accord collaboratif établi entre les présidents López Obrador et Biden, dans le cadre du Dialogue économique de haut niveau entre le Mexique et les États-Unis. Celui-ci permet une déduction accélérée des investissements, passant de 56 % en 2023 à 89 % en 2024, afin de favoriser la liquidité des entreprises, en particulier dans les secteurs de haute technologie et de R&D. Une déduction supplémentaire de 25 % pour les dépenses de formation des travailleurs serait garantie pendant trois ans, en mettant l'accent sur le développement du capital humain.

En août, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans atteignait 5,6 % au Mexique, soit le troisième taux le

plus bas parmi les pays de l'OCDE. Le Mexique se classe devant l'Allemagne (5,7 %) et derrière le Japon (3,7 %). Le chômage des jeunes au Mexique a légèrement diminué en août pour atteindre 5,6 %, après avoir terminé le deuxième trimestre de l'année à 5,9 %. Il se situe à des niveaux pratiquement moitié moins élevés que la moyenne de l'OCDE, où le taux en août était de 10,5 %. Le Mexique, avec un taux d'emploi de 63,4 % au T2 2023, se situe à des niveaux similaires à ceux de ses pairs latino-américains, le Chili (63,1 %) et la Colombie (63,9 %). Bien qu'il semble que l'emploi se renforce dans le pays, un rapport de l'Institut mexicain pour la compétitivité (IMCO) publié en août 2022 indique que 44,9 % des jeunes de 15 à 24 ans au Mexique sont vivent dans des conditions précaires et instables, en raison de leur rémunération.

La Secrétaire de l'Economie, Raquel Buenrostro, a affirmé que plus de 110 Mds USD d'investissements liés au nearshoring ont été annoncés à ce jour. Selon la Secrétaire, 30 Mds USD proviennent d'entreprises nationales, et 80 Mds USD d'entreprises étrangères. Selon une analyse d'Economy, Business & Indicators (EcoBi), le nearshoring permettrait une augmentation des investissements directs étrangers (IDE) : passant de 36 Mds USD en 2022 à plus de 80 Mds USD en 2030.

Finances publiques

Selon les projections du FMI, la dette nette du Mexique afficherait une tendance à la hausse au cours des prochaines années, passant de 46,8 % du PIB en 2023 à 50,2 % du PIB prévu pour 2028. Les recettes générales du gouvernement sont estimées à 23,7 % du PIB en 2024, légèrement inférieures aux 23,7 % du PIB prévus pour 2023 et aux 24,2 % du PIB perçus en 2022. Selon

les attentes du Fonds, les recettes devraient continuer à diminuer pour atteindre 23,3 % du PIB en 2028. Du côté des dépenses générales, elles augmenteraient à 29,1 % du PIB en 2024 avant de commencer à diminuer dès 2025, passant à 26,3 % du PIB. Le Fonds prévoit qu'elles atteignent 25,9 % du PIB en 2028. Le Projet de Loi Économique 2024, actuellement en cours d'analyse par les législateurs, prévoit un déficit public de 4,9 % du PIB, le plus élevé depuis 1990, par rapport au déficit de 3,3 % en 2023.

Selon Banxico, la détention de titres gouvernementaux par des investisseurs étrangers a connu une baisse de 1,5 Mds MXN (environ 82,4 M USD) en septembre par rapport au mois précédent. Cette réduction est la première enregistrée depuis le mois de mai 2023. Toutefois, sur le trimestre, la détention de titres gouvernementaux par des investisseurs étrangers a enregistré une hausse de 20,1 Mds MXN (1,1 Md USD) par rapport au trimestre précédent.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 12/10
Bourse (IPC)	-0,76%	+9,94 %	50 344,74 points
Change MXN/USD	-1,37%	-10,02%	18
Change MXN/EUR	-1,56%	-3,07%	18,95
Prix du baril mexicain	-3,84%	-4,49%	80,99

Amérique centrale

Région CA-4

Le FMI a actualisé ses projections macroéconomiques (**World Economic Outlook**). Les taux de croissance des pays du CA-4 devraient connaître une baisse en 2023, avant de remonter dans tous les pays à l'exception d'El Salvador.

TAUX DE CROISSANCE

	2022	2023 ^P	2024 ^P
EL SALVADOR	2,6%	2,2%	1,9%
GUATEMALA	4,1%	3,4%	3,5%
HONDURAS	4,0%	2,9%	3,2%
NICARAGUA	3,8%	3,0%	3,3%

Après des mois de décélération de l'inflation dans le Triangle Nord, légère accélération au Guatemala et au Honduras. Dans les deux pays, les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées enregistrent la plus forte incidence positive. Au Salvador, l'inflation continue sa décélération, atteignant un plus bas depuis juin 2021.

TAUX D'INFLATION INTERANNUEL

	Sept 2022	Août 2023	Sept 2023
EL SALVADOR	7,5%	3,09%	3,02%
GUATEMALA	9,0%	4,47%	4,69%
HONDURAS	10,0%	5,71%	6,13%

Costa Rica

Le ministre des finances, Nogui Acosta, a signé un contrat de trois ans de 23,4 M USD avec le consortium PBSCR-WEBBFONTAINE pour le développement d'un nouveau système douanier. Le ministre a précisé que le nouveau système douanier offrirait "les outils nécessaires pour répondre aux exigences des utilisateurs qui demandent efficacité et efficacité dans le transit des marchandises", mais aussi pour mettre en œuvre de meilleurs contrôles et une collecte plus approfondie des données.

El Salvador

Le Ministre des Finances a indiqué avoir fixé le plafond d'émission de dette flottante à 20 % des recettes courantes dans la proposition de budget 2024 (contre 25 % dans le budget 2023). Cette annonce fait suite à l'accord entre le Ministère des Finances et plusieurs banques du pays pour restructurer 54 % de la dette à court terme qui s'élève à environ 2,8 Mds USD. Sur ce montant total composé de bons du Trésor (LETES) et de certificats du Trésor (CETES), 1,5 Md USD de dette de court terme (moins de 360 jours) serait échangé contre de nouvelles échéances (à deux, trois, cinq et sept ans). Cet accord avec les banques du pays ayant libéré une marge importante pour l'émission de nouvelle dette, la baisse de cinq points de pourcentage du plafond d'émission de dette flottante pour 2024 est donc peu contraignante.

Les blocages routiers au Guatemala affectent le commerce interrégional et international du Salvador, dont le Guatemala est l'une des principales origines d'approvisionnement.

L'approvisionnement en fruits et légumes est particulièrement affecté, le Guatemala fournissant 80 % des légumes consommés au Salvador. En outre les produits laitiers exportés par El Salvador ne peuvent pas être expédiés au Guatemala, ce qui génère des pertes importantes pour les producteurs laitiers. Selon la Corporation des exportateurs du Salvador (COEXPORT), les blocages ont considérablement réduit les exportations quotidiennes du Salvador vers le Guatemala qui s'élèvent en moyenne à 3,38 M USD. Au-delà du commerce interrégional, le commerce international du Salvador est affecté, les marchandises échangées entre le Mexique et El Salvador transitant par le Guatemala et El Salvador utilisant les

ports guatémaltèques de Santo Tomás de Castilla et Puerto Barrios pour exporter vers l'Atlantique.

El Salvador a ajouté 194 MW de capacité de production énergétique au cours du premier semestre 2023, auxquels devraient s'ajouter 52 MW d'ici la fin de l'année. La plupart des projets d'ajout de capacités énergétiques en cours sont photovoltaïques. L'entreprise AES El Salvador a ainsi récemment investi 5,5 M USD dans une centrale solaire située à Meanguera del Golfo, qui en plus d'incorporer 1,3 MW d'énergie, comprend des batteries qui garantiront le stockage de l'énergie. La capacité énergétique totale installée (2 252 MW à la fin de 2022) est environ deux fois supérieure à la demande du pays aux heures de pic, la demande maximale d'électricité, atteinte en juillet 2023, ayant été de 1 131 MW. Les nouvelles capacités installées se concentrent sur les énergies renouvelables, qui n'ont toutefois représentées que 44,2 % du mix énergétique de janvier à juillet 2023. Cette baisse par rapport à 2022 (78 % du mix) s'explique par la faiblesse des précipitations, attribuée au phénomène climatique El Niño, qui a fait chuter la production hydro-électrique.

Guatemala

Des manifestations et blocages, pour dénoncer les ingérences du Ministère public dans le processus électoral, secouent le pays depuis plus d'une semaine. Les manifestants demandent la destitution de la procureure générale Maria Consuelo Porras et de ses collaborateurs Rafael Curruchiche et Fredy Orellana, à l'origine des offensives judiciaires visant à remettre en cause les résultats des élections présidentielles du 20 août dernier. Le président élu, Bernardo Arevalo, de tendance social-démocrate et qui a fait de la lutte

contre la corruption l'un des axes principaux de son programme, a dénoncé un « coup d'Etat au ralenti », menaçant de fait sa prise de fonction qui doit avoir lieu en janvier 2024. Le président en fonction, Alejandro Giammattei, a demandé à l'Organisation des États américains (OEA) l'envoi d'une mission de médiation mais s'est abstenu de condamner les actions du Ministère public et de mentionner publiquement la procureure générale.

La population doit faire face aux répercussions, notamment économiques, des blocages (pénuries alimentaires et de carburant, hausse des prix, fermeture de commerces et de lignes aériennes). Le blocage des routes principales du pays (environ 120 points de blocages recensés en moyenne cette semaine) et des ports ont entraîné des difficultés d'approvisionnement concentrées sur les produits frais et le carburant. En conséquence, des hausses des prix du panier alimentaire ont été reportées. En outre, face à la tension qui règne dans les rues du pays, plusieurs magasins et restaurants ont fermé leurs portes jusqu'à nouvel ordre. C'est le cas de 70 % des restaurants du pays au mardi 11 octobre et de plusieurs grandes chaînes internationales présentes au Guatemala comme Dunkin Donuts, McDonalds ou Dollar City. La difficulté pour acheminer le carburant dans le pays est également préoccupante (Shell a par exemple annoncé la fermeture de certaines de ses stations). En outre, l'approvisionnement en kérosène de l'aéroport international de la Aurora étant menacé, le trafic aérien est perturbé et la compagnie aérienne mexicaine Volaris a annoncé la suspension de ses vols à destination et en provenance du Guatemala.

Les blocages routiers et portuaires ont entraîné des pertes chiffrées en

centaines de millions de dollars dans les secteurs productif et commercial.

L'Association des exportateurs guatémaltèques (AGEXPORT) a annoncé que les pertes au 10 octobre s'élevaient à 150 M USD. Elles sont dues à l'impossibilité d'exporter, mais également aux pertes de production et dans le secteur des services. L'empêchement de la mobilité des travailleurs et le déficit d'approvisionnement entraînent notamment la réduction des opérations des entreprises (50 % des usines du secteur textile à l'arrêt le 10 octobre par exemple). Les pertes sont particulièrement importantes dans le secteur agricole dans la mesure où les produits sont périssables : elles sont estimées à 3 M USD pour la production de plantes ornementales et de fleurs, à 800 000 USD pour la production de choux-fleurs et à 200 000 USD pour la production de cardamome. Le secteur manufacturier signale en outre que 900 conteneurs de produits ont été retenus et n'ont pas été exportés et que plus de 800 conteneurs de matériaux et d'intrants n'ont pas pu entrer dans le pays, pour des pertes totales estimées à 45 M USD. Les restrictions de mobilité et la fermeture des services affectent également fortement le secteur du tourisme avec environ 837 000 USD de pertes journalières signalées.

Honduras

La présidente Xiomara Castro a annoncé publiquement le projet de construction d'un train interocéanique. Le développement de ce mégaprojet censé faciliter l'intégration régionale devrait passer par la création d'une entreprise transnationale. Selon le planificateur du projet, l'objectif du chemin de fer reliant l'Atlantique au Pacifique est de pouvoir transporter 10 000 conteneurs de marchandises par 24 heures. Le président exécutif de la BCIE, Dante

Mossi, a confirmé son soutien aux études du projet annoncé par la présidente. Pour rappel, en 2013, la BCIE avait offert 200 M USD pour la conception et l'étude de pré faisabilité du projet, et avait estimé qu'un investissement de 20 Mds USD serait nécessaire.

Le Honduras et la Corée du Sud ont signé un accord-cadre de coopération à l'occasion du 61e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Cet accord vise à promouvoir la réduction de la pauvreté et le développement économique et social durable du pays et prévoit l'ouverture d'un bureau de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) au Honduras. Pour rappel, le Honduras dispose déjà d'un accord de libre-échange (ALE) avec la Corée du Sud au travers de l'ALE entre l'Amérique centrale et ce pays signé en 2018.

Le gouvernement hondurien devrait investir 342 M USD dans des projets visant à améliorer l'infrastructure routière du pays et à relier plus efficacement les zones rurales et les grandes villes. L'investissement comprend l'asphaltage de 115 km de routes, la réparation de routes existantes et la construction de nouvelles routes, financé sur fonds nationaux. Les projets routiers devraient commencer en 2024 et se poursuivre jusqu'en 2026.

Nicaragua

D'après la CEPAL, le PIB par habitant au Nicaragua n'a augmenté que de 14,2 % entre 2013 et 2022, le pays prenant l'avant dernière place, derrière Haïti, dans le classement régional (Amérique latine & Caraïbes) du PIB/hab. Ce chiffre correspond à un taux moyen de moins de 1,5 % par an, largement inférieur aux 8 % nécessaires

pour que le pays puisse sortir une part significative de ses habitants de la pauvreté. Entre 2014 et 2022, le PIB par habitant n'a augmenté que de 324 USD, passant de 1913 USD à 2255 USD. En outre, l'écart entre le Nicaragua et le Honduras, pays précédent le Nicaragua dans le classement, s'est fortement creusé, passant de 250 USD en 2014 à 784 USD en 2022. Parmi les principaux facteurs principaux limitant la croissance du pays figurent le manque de diversification des activités économiques, l'instabilité politique et sociale, le manque d'infrastructures et les inégalités dans la répartition des richesses.

La banque néerlandaise de développement (FMO) a annoncé qu'elle continuerait à investir dans le secteur privé au Nicaragua, notamment dans les institutions de microfinance. En dépit de la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement d'Ortega en octobre 2022, les Pays-Bas ont été le plus grand donateur bilatéral à destination du secteur privé cette année-là, avec 120,5 M USD de prêts de la FMO. À la fin du mois d'août 2023, la FMO avait un portefeuille de 156,3 M EUR au Nicaragua, au service de dix clients concentrés dans les trois secteurs cibles de la banque (agro-industrie, alimentation et eau ; énergie ; institutions financières). Le portefeuille de la FMO au Nicaragua a enregistré une baisse de 8,8 % par rapport à 2018 où il s'élevait à 170 M EUR, mais la banque entend maintenir ses investissements malgré un risque accru, notamment de nationalisation de ses clients, en raison du contexte politique.

Panama

Selon un rapport de la Banque mondiale, l'économie panaméenne clôturerait l'année 2023 avec une croissance de 6,3 % du PIB, supérieure

à la prévision précédente de 5,7 %. La Banque mondiale a également revu à la hausse ses prévisions pour la croissance de l'économie panaméenne pour 2024 à 6,4 % et pour 2025 à 6,5 %. En revanche, l'institution financière a souligné que, comme pour les pays de la région, la croissance serait affectée par une plus grande pression fiscale qui accentuerait le déficit budgétaire, couplée à une crise climatique, avec des saisons sèches prolongées qui affecteraient le fonctionnement du canal de Panama.

Un rapport de la banque Barclays recommande à ses clients de modifier leur portefeuille en cédant à moyen terme leur obligations émises par le Panama, prévoyant qu'elles soient moins performantes à l'avenir. Le scénario sur lequel la banque base sa recommandation comprend un ajustement nécessaire de 4 Mds USD au budget de l'année prochaine. Elle estime que le gouvernement devrait revoir à la baisse son budget pour se conformer à la loi sur la responsabilité sociale et budgétaire, qui autorise un déficit de 2 % du PIB d'ici à 2024.

Selon les statistiques de l'Autorité maritime du Panama (AMP), le nombre total de conteneurs dans le système portuaire national entre janvier et août 2023 a été de 5,43 millions d'EVP, en baisse de 4,9 % par rapport à la même période en 2022. Cette tendance à la baisse est observée dans la plupart des terminaux portuaires, à l'exception du port Bocas Fruit Co., situé dans la province de Bocas del Toro, qui a enregistré une croissance de 14,6 % du nombre d'EVP entre janvier et août, et du terminal portuaire de Balboa, exploité par Panama Ports Company (+2 % g.a sur la période). Les autres terminaux affichent des résultats négatifs sur les huit premiers mois de l'année : (i) Colon Container Terminal - 8,4 % g.a, (ii) Manzanillo International Terminal Atlantico - 8 % g.a, (iii) Panama Ports Company - Cristobal -1

%, et (iv) PSA Panama International Terminal, situé sur le Pacifique - 10,2 %.

Le gouvernement a annoncé avoir signé un accord avec l'entreprise Minera Panama S.A., filiale de First Quantum Minera pour modifier la proposition du nouveau contrat de concession de la mine de cuivre de Donoso. Selon le gouvernement, les clauses relatives à l'expropriation des terres ainsi que le droit accordé à l'entreprise de limiter le survol de l'espace aérien ont été supprimées du contrat. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Federico Alfaro Boyd avait obtenu un mandat du gouvernement pour renégocier le contrat qui, face à la mobilisation sociale importante, était bloqué à l'Assemblée Nationale. Ces nouvelles dispositions répondent en partie aux demandes des députés et organisations sociales.

Caraïbes

Cuba

Le pétrolier cubain Vilma est parti du port mexicain de Pajaritos, dans la région de Veracruz, à destination de Cuba, transportant près de 410 000 barils de pétrole. Un autre navire mexicain est également arrivé, le 6 octobre, pour décharger du gaz de pétrole liquéfié (GPL). Bien que les deux gouvernements n'aient pas reconnu de manière officielle ces envois, le Mexique aurait envoyé près de 3 M de barils durant les derniers mois à Cuba. Ainsi, le Mexique serait le deuxième fournisseur de pétrole brut à Cuba, derrière le Venezuela. Face au ciblage par le trésor américain des entités et navires participant au transport de pétrole vers Cuba, l'île utilise désormais une partie de sa

propre flotte pour assurer les livraisons.

Haïti

Lors d'un conseil des ministres tenu le 8 octobre, l'économiste Ronald Gabriel a été nommé gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) succédant ainsi à Jean Baden Dubois, qui a occupé ce poste pendant huit années. Le nouveau gouverneur a présenté sa vision de la politique monétaire, qui a pour objectif (i) de promouvoir un cadre macroéconomique et financier stable, (ii) de soutenir les activités d'exportation, (iii) d'utiliser la fiscalité comme outil d'incitation à la production, (iv) de libérer les contraintes à l'efficacité de la politique monétaire et du crédit, et (v) de développer les compétences institutionnelles et le capital humain. Le nouveau Conseil de la BRH est ainsi constitué de Ronald Gabriel, Gouverneur ; Georges Henry Fils, vice-Gouverneur ; Mathieu Fortunat, directeur général ; Michèle Delerme, membre ; et Florian Jean Marie, membre également.

Jamaïque

Depuis la mise en place de la taxe sur les appels téléphoniques, le gouvernement de la Jamaïque a récolté entre août 2012 et le 31 mars 2023 la somme de 47,8 Mds USD de la part des entreprises de télécommunications et des opérateurs téléphonique. Cette taxe est de 0,30 USD par minute sur tous les appels domestiques et de 0,075 USD par minute pour les appels vers l'international. Le revenu de cette taxe est substantiel mais reste 1,36 Md USD en dessous des prévisions du gouvernement.

République Dominicaine

Au cours du premier semestre 2023, le secteur énergétique a dominé les flux d'investissements directs étrangers (IDE) en République dominicaine. Selon la Banque centrale de la République dominicaine, les IDE consacrés à l'énergie se sont élevés à 564,4 M USD au premier semestre 2023, soit une croissance de 52,29 % en glissement annuel, supérieure à celle du commerce (7,56 % g.a) et du tourisme (6,82 % g.a). Selon le ministre de l'Énergie et des Mines, Antonio Almonte, les pays qui se sont le plus engagés dans l'investissement énergétique sont les États-Unis, l'Espagne, l'Allemagne, les îles Vierges britanniques et le Canada.

Par le biais de la loi 57-23, promulguée le 7 octobre, le président Luis Abinader a instauré un nouveau régime d'incitations fiscales pour l'aviation civile commerciale.

L'objectif de cette loi est (i) de favoriser et d'améliorer la compétitivité du secteur aérien en République Dominicaine, (ii) de promouvoir l'accroissement du nombre de visiteurs par voie aérienne et (iii) d'établir de nouvelles routes nationales et internationales à destination et en provenance de marchés stratégiques. Le texte prévoit des incitations fiscales pour les entreprises de transport aérien commercial, telles que l'exonération totale de la retenue à la source sur les

revenus versés à l'étranger pour la location d'aéronefs ou de pièces d'aéronefs et les services d'entretien et de réparation, ainsi que l'exonération de l'impôt sur les biens déclarés à la Direction générale des impôts internes (DGII), entre autres.

Trinité-et-Tobago

Selon Tourism Trinidad, agence publique en charge de la promotion du tourisme sur l'île, la prochaine saison des croisières, qui aura lieu de novembre 2023 à avril 2024, promet des opportunités économiques importantes. Environ 88 000 passagers et 30 000 membres d'équipage sont attendus, en augmentation de 81 % par rapport à la saison 2022, au cours de laquelle 29 escales avaient eu lieu au Port of Spain Cruise Complex. L'agence publique souligne l'impact positif de la saison des croisières sur les emplois dans le secteur touristique et l'industrie du service.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,1 %	2,1 %	52,6 %	4,5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	12,8 %	4 %	3 %	59,3 %	2,0 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	4,4 %	3,2 %	63 %	-1 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,4 %	3,5 %	28,3 %	5,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	2,9 %	3,2 %	46,3 %	5,3 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	3,0 %	3,3 %	42 %	7,6 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-7,9 %	11,2 %	2,6 %	2,2 %	1,9 %	73 %	3,1 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,5 %	1,4 %	19,6 %	30,1 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2 %	1,8 %	72,3 %	5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	6 %	4 %	52,8 %	2,2 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	3 %	5,2 %	59,8 %	4 %	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr